



SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Réconciliation et pouvoir

« *Réconciliation* » : quelle est l'exacte définition de ce mot, brandi par tous mais, comme c'est souvent le cas à Madagascar, compris différemment par chacun ? Le corollaire, qui est la

question de savoir qui réconcilier avec qui, a déjà été maintes fois abordé, y compris par le SeFaFi (1) : les anciens présidents entre eux ? Les politiciens entre eux ? Les politiciens avec le peuple ? Le peuple avec lui-même ?

Dans ce contexte, la réconciliation ne consiste-t-elle pas à résoudre les problèmes liés à la conquête (et, inversement, à la perte) du pouvoir ? Si c'est le cas, la réconciliation doit se faire à tous les niveaux de la classe politique et des militants des divers partis ou mouvances. Le citoyen sans engagement militant, par contre, n'est pas concerné à ce niveau, ce qui ne l'empêche pas d'avoir son avis sur la question. Par contre, il est interpellé par les véritables enjeux de la réconciliation.

Sommet des « ex »

Les doléances et griefs qui alimentent les animosités politiques (que le simple citoyen ne fait que subir) concernent essentiellement les détenteurs du pouvoir, présidents élus ou non-élus et leurs partisans irréductibles. Il semble donc logique qu'une rencontre soit organisée entre eux, sous réserve d'en définir clairement l'objectif. Lequel d'entre eux en effet pourrait prétendre n'avoir pas été alternativement provocateur et provoqué, embastilleur et emprisonné, expulseur et exilé, instigateur de procès et condamné ? Les manœuvres que dénoncent certains sont celles-là même qu'ils ont eux-mêmes utilisées contre les autres, et toujours en lien avec la conquête ou la perte du pouvoir. Pour la population, le spectacle en est devenu lassant, voire révoltant, comme un mauvais film qui ne cesse de repasser à l'écran.

Que ces « ex », à la fois manipulateurs et manipulés, se réunissent donc : ils se comprendront parfaitement, connaissant les raisons qui ont motivé les actions des uns et des autres pour en avoir été à la fois instigateurs et victimes. Ils pourront se pardonner les violences faites aux uns

et aux autres, puisqu'ils y ont chacun contribué. Ils pourront rire des exigences de la conquête du pouvoir, comme du maintien au pouvoir. Ils pourront se noter, comparer les tactiques, les motivations, les victoires et les défaites, les traversées du désert. Ils pourront s'embrasser et se dire :

« Oui, je t'ai fait ça pour garder le pouvoir et t'empêcher de le prendre, ou pour te le reprendre... C'était plus fort que moi, qui peut comprendre cela mieux que toi ? »

.

(1) « Après les élections, mise en place des institutions et réconciliation », 11 février 2014.

Mais au-delà, à quoi pourrait servir un tel sommet ? Les risques ne sont pas négligeables, car ce sont tous des mégalomanes qui s'en empareront pour flatter leur ego et en tirer un intérêt personnel, à commencer par son impact médiatique.

Cette réunion se fera-t-elle à huit clos ou en public - à l'instar des audiences vérité et réconciliation sud-africaines ? S'agira-t-il d'avouer, de faire un mea culpa, de demander le pardon des victimes ? Les responsables reconnaîtront-ils les crimes de sang de 1971, 1972, 1975, 1991, 2002 et 2009, et accepteront-ils comme gage de réconciliation de se retirer de la vie politique ? Cette réunion se limitera-t-elle à un spectacle politique ou pourrons-nous en attendre des engagements susceptibles d'humaniser la conquête du pouvoir et la conduite des affaires de l'Etat ? Or la plupart de ces « ex » occupent le devant de la scène depuis des décennies et ont largement dépassé l'âge normal de la retraite. Il serait normal qu'on leur demande désormais de ne plus songer qu'à se mettre au service de l'intérêt national en sages et en *ray aman-dreny* désintéressés.

En toute hypothèse, il faut impérativement limiter la portée de ce sommet, car la vraie réconciliation ne concerne pas seulement cette clique d'anciens dirigeants. Il s'agit plutôt de construire un système dans lequel la conquête ou la perte du pouvoir soit plus sereine, et l'exercice du pouvoir plus inclusif. Beaucoup a déjà été fait pour y parvenir, mais la résistance aux réformes vient des élus eux-mêmes.

Favoriser l'alternance démocratique et un meilleur partage du pouvoir

Maintes tentatives de réformes ont voulu améliorer les conditions d'accès et de sortie du pouvoir, ainsi que les modalités de son partage. Le SeFaFi a toujours été de ceux-là (2). Ces efforts n'ont pas été concluants, le moment est venu de proposer quelques nouvelles avancées.

Statut des anciens présidents : pour inciter les teneurs du pouvoir à le quitter, la loi 2013-001 accorde un statut spécial aux anciens présidents. Elle se focalise malheureusement sur les seuls privilèges qui leur sont accordés, sans exiger la moindre contrepartie. Le sommet des « *ex* »

est l'occasion de revoir cette loi de manière constructive, en y incluant des dispositions qui garantissent leur retrait définitif de la vie politique, faute de quoi la retraite dorée et les autres privilèges leur seraient retirés. Ils jouissent tous des avantages considérables, à vrai dire exorbitants, que leur vaut ce statut. Qu'ils s'y tiennent, et ne cherchent pas à mettre leur confortable retraite au service de nouvelles ambitions politiques. Le peuple les a assez vus et a trop souffert de leurs errements, qu'ils laissent la place (2) aux plus jeunes. Pour la plupart, cela reviendra à se renier eux-mêmes, mais cela leur évitera de se faire jeter dehors une fois de plus par les citoyens excédés. Un tel retrait contribuera à former une culture de l'alternance démocratique, base de l'État de droit et de la stabilité politique. Et puis, il n'est pas interdit de rêver !

(2) Chacun trouvera la preuve ou le témoignage des efforts et des propositions fait par le SeFaFi, dans le volume à paraître sous peu et qui reproduit la totalité de ses communiqués : SeFaFi, *L'Observatoire de la vie publique à Madagascar. D'une crise à l'autre (2001–2013)*, L'Harmattan – Foi & Justice.

Processus électoral : les élections de fin de Transition de 2013 ont mis en œuvre des réformes destinées à réduire les avantages des tenants de pouvoir en matière électorale, ainsi que les contestations postélectorales. Ainsi fut créé un organe indépendant d'organisation des élections ; ainsi vit le jour le bulletin unique ; ainsi furent votés les lois sur les partis politiques et le statut de l'opposition. Les résultats en sont mitigés, mais cela ne doit pas dispenser de s'atteler à une amélioration et à une application plus profonde de ces réformes. Il ne s'agit pas tant, ici, de voter une nouvelle loi ou de créer une nouvelle institution, que d'animer les unes et les autres de manière efficace, de les dépolitiser et de les utiliser au service de l'alternance.

Décentralisation : la majeure partie de la population se sent délaissée par les tenants du pouvoir qui ne songent qu'à renforcer la centralisation. Un développement équilibré des régions s'avère indispensable pour conforter l'unité nationale. Et la réconciliation nationale ne pourra pas faire l'économie d'une décentralisation conférant à la fois le pouvoir et les ressources nécessaires à sa mise en œuvre (**3**).

Les clivages qui nous divisent : de nouvelles réformes devraient être envisagées pour surmonter les divisions que les politiciens exploitent à des fins politiciennes. Il s'agit des sujets qui fâchent ou qui inquiètent, tels les clivages ethniques, régionaux ou de castes, les oppositions croissantes entre riches et pauvres, les conflits entre traditionnalistes et modernistes, entre ruraux et urbains, entre jeunes et anciens, etc. Tout cela implique ouverture et dialogue, discipline et bonne foi. Jusqu'à pouvoir se dire, pour citer Martin Luther King :

« mon avenir dépend de ton avenir ».

Toutes ces questions trop souvent occultées conditionnent pourtant le vivre ensemble indispensable à l'unité nationale. C'est de ces questions que devrait traiter la réconciliation attendue, plutôt que de broutilles politiques aussi vaines que passagères. Or le principal ennemi de cette réconciliation est la classe politique, alors qu'elle pourrait, et devrait, y contribuer en priorité. Entamer la réconciliation veut dire débattre de ces sujets de fond, qui bloquent ou handicapent le développement d'une société harmonieuse. Et l'amélioration des problèmes de niveau de vie, d'éducation, de santé, de sécurité et de décentralisation en sera l'application concrète ; elle prouvera que les politiciens sont soucieux de réconcilier le pays, et non pas de manipuler les masses à des fins personnelles. Sur ces questions, la société civile se doit d'interpeller les dirigeants, de manière non partisane, fût-ce au risque de se faire accuser de sabotage, de dénigrement ou d'opposition. Car la société civile, autant que la classe politique, est un acteur essentiel de la vie nationale.

Antananarivo, 22 octobre 2014

(3) « La mise en œuvre de la décentralisation effective, par l'octroi de la plus large autonomie aux collectivités décentralisées tant au niveau des compétences que des moyens financiers »

(
Constitution
, Préambule).

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Fampihavanana sy fahefana

« Fampihavanana » : inona no tena famaritana marina an'io teny io, dradradradrain'ny rehetra izy io nefa tsy mitovy ny fandraisan'ny tsirairay azy, ohatra ny efa mpitranga matetika eto Madagasikara ? Mipoitra ho azy avy amin'izany ny fanontaniana hoe iza no hampihavanina amin'iza, efa noresahina matetika izany, ary anisan'ny nanao izany ny SeFaFi **1** : moa ve ireo samy filoha teo aloha ? Sa ny samy mpanao politika ? Sa ny mpanao politika sy ny vahoaka ? Sa ny vahoaka samy vahoaka ?

Eo anatrehan'izany, ny fampihavanana ve tsy midika ho famahana ny olana mifandray amin'ny fahazoana ny fahefana (sy ny mifamadika amin'izany dia ny fahaverezany) ? Raha izany, ny fampihavanana dia tsy maintsy atao amin'ny ambaratongan'ny sokajy politika rehetra sy ny mpikatroka amin'ny antoko samihafa na amin'ny ankolafy. Ny olom-pirenena tsy mirotsaka anaty sehatra politika izany dia tsy voakasika eto, nefa tsy manakana azy tsy hanan-kevitra momba ity raharaha ity izany. Izy ireto indrindra mantsy no tena voakasiky ny zavata diavina amin'ny fampihavanana.

1 « Aorian'ny fifidianana, fametrahana amin'ny toerany ny rafi-panjakana sy fampihavanana », 11 febroary 2014.

Fihaonana an-tampon'ny « filoha taloha »

Ny fitarainana sy ny fitakiana mamelona ny romoromo politika (izay zakain'ny olon-tsootra fotsiny) dia mikasika indrindra indrindra ny tompon'ny fahefana, ny filoha voafidy na tsy voafidy sy ny mpomba azy efa nisotro ny aleoko maty. Toa rariny loatra raha atao izay hampihaonana an-dry zareo ireo, saingy tsy maintsy faritana mazava ny tanjona kendrena amin'izany. Iza amin-dry zareo moa no ho sahy hilaza fa tsy mpihatsy mba nohatsiana, mpampiditra am-ponja mba nampidirina am-ponja, mpandroaka mba natao sesitany, mpiampanga amin'ny fitsarana mba nomelohina ? Ny tetika maizimaizina izay kianin'ny sasany dia izy ihany no efa nampiasa

azy hamelezana ny hafa, ary izany dia misy ifandraisany hatrany amin'ny fahazoana na fahaverezan'ny fahefana. Ho an'ny vahoaka dia efa mahatofoka, mahadikidiky mihitsy aza, ny mahita izany, tahaka ireny ilay mijery horonantsary tsy dia mankaiza loatra averina lava amin'ny fahitalavitra ireny. Aoka àry hifamory ireny « taloha » ireny, izay sady mpametsifetsy no nofetsifetsena : hifankahazo tanteraka izy ireo satria samy mahalala ny anton'ny zavatra nataony tsirairay avy noho izy sady nampanao azy ireny no niharany koa.

Afaka mifamela heloka noho ny herisetra nifanaovany izy ireo satria samy nandray anjara tamin'izany. Azony atao ny mihomehy manoloana ny zavatra takian'ny fakana fahefana sy ny fihazomana azy. Afaka mifanome isa izy, mampitaha ny tetik'adiny, ny zavatra nanosika azy, ny fandreseny sy ny fahareseny, ny fotoana nahalefy laza azy. Afaka mifanoroka izy sady manao hoe: « Eny, nataoko an'ireny ianao mba hitazonako ny fahefana ka tsy hakanao azy, na mba hakako azy taminao... Tsy aritro ilay izy, tsy atoro voanjo hadiana amin'izany ianao ! ». Fa ankoatra an'izay, inona no liana an'io fihaonana an-tampony io ? Tsy azo atao tsinontsinona ny mety ho fahavoazana, satria samy matim-boninahitra tsy mahita afa-tsy ny tenany daholo ireo ary hanararaotra an'io fihaonana io izy mba hidera tena sy haka tombontsoa manokana, ary voalohany amin'izany ny fiantraikany any amin'ny haino aman-jery. Hihiboka ve rehefa mivory sa ho hitambahoaka - toy ny nataon'ny Afrikana tatsimo raha nanao ny fahamarinana sy fampihavanana ry zareo ? Eo ve no hibaboka, hadon-tratra, hangata-pamelana amin'ny olona niharam-pahavoazana ? Hiaiky heloka ve ny tompon'andraikitra tamin'ny ra latsaka ny taona 1971, 1972, 1975, 1991, 2002, sy 2009, ary hoekeny ve ny tsy hiditra intsony amin'ny raharaha politika ho antoky ny fampihavanana ? Ho seho an-tsehatra politika fotsiny ve io fihaonana io sa mba afaka manantena isika fa hahazo fanomezan-toky hahafeno fahendrena ny fakana ny fahefana sy ny fitantanana ny raharaham-panjakana ? Ny ankamaroan'ireo « taloha » ireo moa dia efa am-polo taonany maro no nahazo toerana talaky maso teo an-tsehatra, ary efa nihoatra be dia be ny taona fisotroan-dronono. Rariny loatra raha tsy misy angatahina aminy intsony afa-tsy ny fahavononana hiasa ho an'ny tombontsoam-pirenena, amin'ny maha olon-kendry sy ray aman-dreny tsy mitady tombony ho an'ny tenany manokana.

Raha izany no izy, tena tsy maintsy ferana ny fahefan'io fihaonana antampony io, satria ny tena fampihavanana dia tsy mikasika fotsiny an'ireo andian'ny mpitondra taloha ireo. Ny tena izy dia ny fandrafetana tontolo iray ahitana fakana na fahaverezan'ny fahefana amin'ny fomba tony, sy fampiharana ny fahefana misokatra kokoa. Efa be no vita mba hahatongavana amin'izany, saingy ny olom-boafidy mihitsy no malailay fonosana amin'ny fanavaozana.

Omena vahana ny fifandimbiasana demokratika ary hatsaraina ny fitsinjarana ny fahefana.

Efa nisy fanavaozana maro nandramana mba hanatsarana ny fomba fidirana sy fivoahana amin'ny fahefana, toy izany koa ny fomba fitsinjarana azy. Nandray anjara tamin'izany hatrany ny SeFaFi 2. Tsy nahomby anefa ireny ezaka ireny, ary foatoanany izao hanolorana sosokevitra vaovao.

Satan'ny filoha taloha :

mba hampirisihana azy hiala amin'ny fitondrana dia nomen'ny lalàna 2013-001 sata manokana ny filoha taloha. Mampalahelo anefa fa nianona fotsiny tamin'ny tombontsoa manokana nomena azy ireo io lalàna io, ary tsy nitaky na dia kely akory aza izay tambin'izany. Tsara raha hararaotina ny fihaonana an-tampon'ny filoha taloha mba hanitsiana an'io lalàna io ho tonga mahasoana, dia ampidirina ao ny fepetra samihafa miantoka ny hisintahany tanteraka amin'ny fiainana politika, raha tsy izany dia esorina aminy ny fisotroan-dronono mampiadana sy ny tombontsoa hafa. Samy mahazo tombontsoa miavosa daholo izy ireo, tena mihoa-pampana mihitsy aza, ao amin'io sata io. Tokony ho ampy azy ireo izany, fa aoka izy tsy hampiasa indray ilay fisotroan-dronono matevina be azony hanatanterahana hambo politika vaovao indray. Efa ampy ny vahoaka ny nahita azy ela sy ny niaritra ny fahoriana nateraky ny hadisoana vitany, aoka ho an'ny tanora amin'izay ny toerana. Ho an'ny maro amin'izy ireo izany dia midika ho fandavana ny tenany, nefa tsy aleo ve izany toy izay mbola hakitilin'ny vahoaka efa tofoka eo indray. Io fisintahana io dia hanampy amin'ny fitaizana ilay kolontsaina misy fifandimbiasana demokratika, fototry ny fanjakana tan-dalàna sy ny fahatezana ara-politika. Ary azo atao tsara koa anie ny manonofy e !

2 Ny tsirairay dia afaka hahita ny porofo na ny vavolombelon'ny ezaka sy ny tolo-kevitra avy amin'ny SeFaFi, ao amin'ny boky izay avoakany tsy ho ela izay mamerina ny fanambarana rehetra efa nasehony : SeFaFi, L'Observatoire de la vie publique à Madagascar. D'une crise à l'autre (2001–2013), L'Harmattan – Foi & Justice.

Ny fizotran'ny fifidianana :

ny fifidianana namarana ny Tetezamita tamin'ny 2013 dia nampihatra fanavaozana nokendrena hampihena ny tombony azon'ny olona teo amin'ny fitondrana amin'ny fifidianana, ary koa ny fifandirana aorian'ny fifidianana. Dia natsangana tamin'izany ny sampan-draharaha mahaleo tena iray hanatontosa ny fifidianana ; dia teraka teo ny biletà tokana ; dia lany koa ny lalàna momba ny antoko politika sy ny satan'ny mpanohitra. Manalasalala ihany ny vokany, izany akory anefa tsy tokony hanakana ny hisikim-ponitra hanatsara sy hampihatra mafimafy kokoa an'ireny

fanavaozana ireny. Tsy hoe hifidy lalàna vaovao indray akory na hanangana sampan-draharaha hafa indray, fa ny atao dia ny mamelona an'izy ireny amin'ny fomba mahomby, ny tsy mampiditra politika

any anatin'ny ary ny mampiasa azy ho an'ny fifandimbiasana.

Fanapariaham-pahefana :

ampahany betsaka amin'ny mponina no nataon'ny mpitondra an-jorom-bala noho izy tsy nihevitra afa-tsy ny hanamafy ny fanangonam-pahefana. Hita fa tena ilaina ny fampandrosoana mirindra ny faritra mba hanamafisana ny firaisam-pirenena. Ary ny fampihavanam-pirenena dia tsy ho vita raha atao ambanin-javatra ny fanapariahana izay sady manome fahefana no manome koa ny ilaina rehetra hanatanterahana azy **3**.

Ny fisaratsarahana tsy mampiray antsika :

misy fanavaozana tsy maintsy heverina koa mba hialana amin'ny fisaratsarahana izay hararaotin'ny mpanao politika hanatrarana tanjona politika. Lohahevitra mahasosotra izany ary mampitebiteby koa, toy ny fisaratsarahana ara-poko, ara-paritra na ara-pirazanana, ny fifanoherana tsy mitsaha-mitombo eo amin'ny mahantra sy ny manana, ny fifandirana eo amin'ny mpifikitra amin'ny fanao taloha sy ny mpankamamy ny araka ny toetr'andro, ny tantsaha sy ny mponina an-tanàn-dehibe, ny tanora sy ny zokiolona, sns. Mitaky fisokafana sy fifanakalozan-kevitra izany rehetra izany, mitaky fifehezan-tena sy saina mahitsy. Lasa afaka miteny toa an'I Martin Luther King hoe: « miankina amin'ny hoavinao ny hoaviko ».

Ireny olana rehetra ireny matetika dia odian-tsy hita nefa miantoka ny fiaraha- miaina takian'ny firaisam-pirenena. Ireny olana ireny no tokony horesahin'io fampihavanana andrasana fatratra io, fa tsy izay fakofakon-javatra politika sady tsy mamokatra no miserana ihany. Ny fahavalon'io fampihavanana io voalohany

dia ny mpanao politika, nefa izy indrindra no tokony sy tsy maintsy ho loha laharana amin'ny fanatontosana azy. Ny misantatra ny fampihavanana dia ny miady hevitra momba ireo lohahevitra lalina ireo, satria ireo no misakana sy manembantsembana ny fampandrosoana mirindra ny fiarahamonina. Ary ny fanatsarana ny fari-piainana, ny fanabeazana, ny fahasalamana, ny fandriampahalemana sy ny fanapariahana dia ho fampiharana azy mivantana ; izany no ho porofo fa tena miahny ny hampihavana ny firenena tokoa ny mpanao politika fa tsy

hampiasa ny vahoaka ho fitaovana hanatrarany ny tanjony manokana. Momba ireo olana ireo dia adidin'ny fiarahamonim-pirenena ny manaitaitra ny mpitondra, tsy miandany amin'ny atsy na aroa, na dia hotondroina ho mpamingana na mpanaratsy na mpanohitra aza. Satria ny fiarahamonim-pirenena, tahaka ny mpanao politika koa, dia mpandray anjara tsy azo ialana amin'ny fiainam-pirenena.

3 « Ny fametrahana ny fitsinjaram-pahefana tena izy, amin'ny alàlan'ny fanomezana fizakatenana malalaka ny vondrombahoaka itsinjaram-pahefana na eo amin'ny sehatra iandraiketany na eo amin'ny ara-bola » (Lalampanorenana, Savaranonando).

Antananarivo, 22 oktobra 2014